

*Politique économique*

d'hui, on aurait pu dire tous les gouvernements précédents, parce qu'il n'a fait que prendre la succession de son prédécesseur, et ainsi de suite.

Le problème auquel nous nous heurtons aujourd'hui n'est pas nécessairement un problème d'un gouvernement, c'est un problème national, un problème de génération, et il doit être considéré sous cet aspect. En parlant d'emploi, il est bien entendu qu'aujourd'hui tout le monde s'en rend compte, ce n'est pas nécessaire d'être prophète ou devin pour savoir que la majeure partie de notre main-d'œuvre est sans emploi. Lorsque nous traitons de la question de l'emploi, dans la conjoncture actuelle, nous ne faisons que rechercher à court terme des semblants de remèdes au chômage qui nous afflige aujourd'hui. Je dis bien «qui nous afflige» parce que la plaie du chômage est une conséquence naturelle de notre évolution économique. Il faut bien se mettre dans la tête que c'est tout simplement une conséquence naturelle, parce qu'on n'essaie pas de régler le chômage par le plein emploi. Temporairement, oui! Et on essaie par tous les moyens, et les ministres antérieurs et les ministres d'aujourd'hui tentent avec les moyens du bord d'essayer de restreindre le chômage, mais ce sera toujours des moyens temporaires.

● (1700)

Il faut cesser de penser à court terme. Il faudrait enfin engager une discussion visant un règlement à longs termes, même si nous avons eu, par les années passées, toutes sortes de lancements de projets. Je me souviens encore des projets des travaux d'hiver, et tout le monde s'en souvient. Ce sont à peu près les premiers gros projets qui ont été lancés pour venir essayer de restreindre le chômage, par exemple les projets d'ARDA, ceux de l'expansion économique et même les cours de formation de main-d'œuvre qui avaient pour but de recycler les travailleurs, lesquels avaient été mis à pied dans un secteur donné. On doit recycler les travailleurs pour leur permettre de réintégrer le marché du travail, mais on se rend compte à la suite de tels projets que même ces travailleurs-là, pour qui on a payé pour les faire recycler, lorsqu'ils sont recyclés ne trouvent plus d'emploi non plus, parce que, justement ces mêmes travailleurs viennent grossir le nombre des employés dans un secteur donné, alors que ce secteur-là était déjà saturé.

On dit aujourd'hui: Au moins on va former des chômeurs instruits. Mais ce n'est pas cela qui va donner du travail à ces personnes-là. Combien passent à mon bureau aujourd'hui, des jeunes qui ont terminé leurs cours de perfectionnement, de formation professionnelle, qui disent: Maintenant, on peut travailler, mais on n'a pas de travail. On nous demande deux ou trois ans d'expérience. Alors que ces pauvres jeunes terminent leurs études, on exige trois ans d'expérience. Je pense que c'est tout simplement une façon pour l'employeur de dire: Nous n'avons pas de travail à vous donner.

Nous avons aussi mis sur pied des programmes comme le PIL, Perspectives-Jeunesse, et nous avons encore aujourd'hui Canada au travail, Jeunesse-Canada au travail. Et tous ces programmes servent à diminuer temporairement le chômage qui sévit aujourd'hui. On devrait d'abord se demander sérieusement aujourd'hui: Quel est le meilleur remède à long terme, non pour supprimer le chômage, il ne sera jamais supprimé, non pour créer de l'emploi permanent, on n'aura jamais le plein emploi permanent aujourd'hui, à moins qu'on décide une

bonne fois de rejeter du revers de la main toute la technique moderne, à moins de retourner, si nous le voulons, 50 ans en arrière.

Si on retournait 50 ans en arrière, à la petite pelle et au pic, le chômage disparaîtrait probablement, mais c'est impossible. On ne peut rétrograder et on ne peut nier notre évolution économique actuelle, tout simplement parce qu'on ne peut pas faire évoluer parallèlement la société. Ce n'est pas l'économique qui fait défaut. Dans l'économique, nous sommes en avance et nous sommes au diapason de toutes les autres nations industrialisées. Je pense qu'on a complètement oublié d'adapter le secteur social au secteur économique, de sorte que si une machine ou une découverte donnée, comme on en voit tous les jours, va supprimer 200, 300 ou 1,000 travailleurs, si cette machine-là produit moins que les 1,000 travailleurs, débarrassons-nous-en!

Mais cette technique-là donne 10 fois plus de rendement qu'un groupe de travailleurs, et dix fois plus de revenus à l'État. Si elle donne plus de revenus, c'est que chaque année nous voyons augmenter le produit national brut. C'est donc dire que notre évolution économique ne travaille pas contre la nation, elle travaille pour la nation. Mais est-ce qu'on va, à cause de notre évolution économique, laisser mourir de faim des gens à qui cette technique-là a nui? Non! Je crois qu'il y a des formules à adopter. Si le pays a 10 fois plus de production à cause de notre évolution économique, nous sommes capables de trouver une formule pour permettre aux gens de se recycler, mais dans le bon sens, sans penser que, pour leur permettre de vivre, il faut encore garder les vieux principes, la condition du travail.

Il y a 50 ou 60 ans, on disait: Tu ne travailles pas? Tu n'as pas le droit de vivre! Ce n'est plus ainsi aujourd'hui. Il faut absolument trouver une formule, appelons-là n'importe comment, une formule pour permettre à ce secteur qui représente aujourd'hui à peu près 20, 24 p. 100 de main-d'œuvre, de sans-travail, qui leur permette de vivre dans un pays riche comme le nôtre. C'est donc dire qu'il faut changer notre principe. Si nous avons su progresser scientifiquement et économiquement, il faut en faire bénéficier les Canadiens, parce que ce sont eux qui sont les responsables de toute cette évolution.

Il ne faut pas les mettre dehors parce qu'ils ont trop produit, mais les faire participer à la production nationale, et c'est là que se trouve la solution qu'on a toujours proposée. Et tant et aussi longtemps que cette solution-là ne sera pas considérée par le gouvernement, savoir donner un revenu minimum garanti à tous les Canadiens de 18 à 65 ans, ou de 18 à 60 ans quand la pension sera à 100 p. 100 à 60 ans, nous aurons les problèmes que nous avons aujourd'hui, et nous apporterons toujours des palliatifs comme nous le faisons aujourd'hui. Je ne le reproche pas au gouvernement, c'est le mieux qu'il puisse faire aujourd'hui.

Mais on peut toujours dire qu'il faut étudier autre chose, parce que en attendant de faire une grosse opération chez le malade, le médecin lui donne des remèdes temporaires pour le remonter, le conditionner. Là actuellement, avec tous les petits projets que l'on a aujourd'hui, j'estime qu'il s'agit d'un remède temporaire pour faire attendre la société avant de poser le geste, avant d'apporter le remède à long terme, qui va établir un parallèle entre notre évolution économique et notre évolu-